



CRAN - CARREFOUR DE REFLEXION ET D'ACTION CONTRE LE RACISME ANTI-NOIR

Observatoire du Racisme anti-Noir en Suisse

Case postale 251 CH-3000 Berne 7

CRAN02@BLUEWIN.CH - WWW.CRAN.CH/ - CCP 30-514517-5

APPEL-PETITION

« L'ONU des Puissants : Out of Africa ! »

CONTRE LES INGERENCES EXTERIEURES ET POUR LE RESPECT DE LA DIGNITE ET DE LA SOUVERAINETE AFRICAINES

Depuis 1960, l'Afrique est supposée avoir repris en mains son destin. Mais le bilan des 50 ans d'indépendance qui a été fait l'année dernière est quasi unanimement présenté comme globalement négatif. Le continent reste soumis à de perpétuelles interventions extérieures visant à défendre des intérêts extérieurs qui bloquent son développement et son épanouissement.

Ainsi, à peine refermée la page des commémorations des 50 ans d'indépendance, et comme pour couper l'élan à ceux des Africains déterminés à mettre fin à cette continuelle domination, le continent se trouve coup sur coup violemment agressé dans son aspiration à sa dignité et à la souveraineté de ses Etats. Après la Côte d'Ivoire, la Libye a été visée. L'humiliation et la soumission sont infligées aux Africains avec une volonté annihilatrice, en utilisant le même cadre : l'ONU. Ou d'autres espaces semblables (CPI, FMI, Banque Mondiale, etc.). A la commande : certaines puissances impériales (USA, France, Royaume-Uni) qui font de cette organisation un outil avant tout au service de leurs objectifs stratégiques, autant politiques qu'économiques.

Lors de la création de l'ONU, à la Conférence de San Francisco, le 26 juin 1945, l'un des buts fondamentaux définis dans sa Charte était de « développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ». A la décolonisation, les « Pays non-alignés » (Egypte, Ghana, Ethiopie, Indonésie, Inde, etc.) pouvaient infléchir l'ONU dans le sens du soutien de ces droits. Avec le délitement et la disparition de ce groupe, l'organisation a pris une autre dérive.

Aujourd'hui, l'ONU sert de plus en plus de cadre d'organisation de la démolition de la souveraineté et de la dignité africaines. A la lumière des faits suivants non-exhaustifs, cette organisation est devenue nuisible pour l'Afrique et avilissante pour les Africains.

L'ONU et l'Afrique : une dérive récolonisatrice et anti-africaine

- **Dans la crise libyenne.** L'Union Africaine en a été écartée de manière flagrante, humiliante. Ses solutions pacifiques étaient éloignées des objectifs de ceux qui, outrepassant la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, prise pour « protéger les populations civiles », ont décidé de mener une véritable guerre pour liquider purement et simplement un chef d'Etat africain et son régime. Dans ce but précis, ils ont confié le mandat d'une ONU créée pour promouvoir la paix à l'organisation militaire la plus puissante et la plus guerrière du monde, l'OTAN. Devenue armée de l'ONU et assurée d'une impunité totale, cette machine de guerre se livre depuis cinq mois et 7500 « missions » à un véritable carnage au sein de la population civile et contre les infrastructures, par ses bombardements sans discernement. Comme en Côte d'Ivoire, l'ONU a aussi œuvré à ce que l'on arme des rebelles contre l'un de ses Etats membres, au mépris du droit international, du moment où ces rebelles sont soumis aux objectifs des maîtres de l'ONU.

- **Lors de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire.** La sacro-sainte règle de règlement pacifique de conflit a été également écartée d'emblée. L'ONU a vite servi de cadre à l'action militaire offensive de sa propre « force de paix », alliée à celle de l'ancien colonisateur du pays, la France, et à des rebelles suivistes, avec un seul objectif, quitte à désinformer massivement : nier toute souveraineté aux institutions en place afin de placer à la tête du pays un homme plus enclin à se soumettre aux ordres de la France. Soutenue par l'administration Obama, elle va ainsi tout mettre en œuvre pour légitimer, au moyen de l'ONU, son soutien aux rebelles sous le fallacieux prétexte de préservation des vies humaines. Alors que des atrocités massives ont été commises dans l'Ouest ivoirien, aucun militaire rebelle n'a été à ce jour inquiété ni par le nouveau régime, qui a mis en place une véritable justice des vainqueurs, ni par l'ONU, qui n'actionne toujours pas sa CPI.
- **Après la mise en place de la Cour pénale internationale (CPI).** Non seulement parmi ses promoteurs les plus zélés figurent ceux qui n'y enverront jamais leurs ressortissants impliqués en Afrique dans des coups d'Etat, assassinats politiques, crimes de guerre ou génocide, de plus la prédominance Noire de ses nombreux prévenus démontre qu'il ne s'agit que d'un « tribunal pour Africains ». Des Africains insoumis. Force est de constater qu'aucun des dictateurs commanditaires ou organisateurs de crimes de guerre n'est inquiété par cette CPI.
- **Face aux crimes de guerre et au pillage des ressources dans l'Est du Congo.** Malgré ses propres rapports alarmants et accusateurs, l'ONU laisse faire. Les 30 000 hommes qu'elle y a déployés restent privés de toute option militaire contre divers groupes armés se livrant au pillage, à des massacres (plus de 6 millions de morts depuis 1998) et à des viols massifs et sauvages, principalement sur des femmes, parfois à deux pas des camps onusiens. La CPI ne s'y intéresse pas trop, afin de préserver intérêts et alliés des maîtres de l'ONU dans la région.
- **Face au génocide du Rwanda.** Sans y être impliquée directement, l'ONU a cependant laissé faire aussi. Au plus fort du génocide, elle a ordonné à ses 25 000 Casques bleus déployés sur place de ne pas intervenir. Ni contre les génocidaires, ni pour porter le moindre secours aux victimes, même quand elles frappaient aux portes des camps onusiens. Cette non assistance à personnes en danger contribuera à enfler le nombre du million de victimes du génocide.
- **Déjà, lors de la crise du Congo (RDC) en 1960.** Les forces onusiennes sollicitées par le 1^{er} ministre Lumumba refuseront de se déployer au Katanga, riche province entrée en sécession avec l'aide de la Belgique, l'ancienne puissance coloniale. Lâché par l'ONU, cible d'un complot téléguidé par la CIA, Lumumba sera assassiné au Katanga. Sa mort précédera de peu celle du secrétaire général de l'ONU, le suédois Dag Hammarskjöld. Très attaché à la souveraineté des nouveaux Etats africains, celui-ci disparut dans un mystérieux accident d'avion, en voulant atterrir au Katanga sécessionniste.

L'ONU a sans doute besoin de l'Afrique. Mais, elle est dressée contre elle. L'Afrique aurait donc raison de se passer de l'ONU. Car, malgré sa noble mission, cette institution est en train de légitimer l'annihilation des droits des peuples africains à s'autogérer. Tout comme l'a fait au 15^e siècle l'Eglise légitimant par son onction la traite et l'esclavage des Noirs, l'ONU sert de plus en plus à préserver les intérêts des ex-puissances coloniales qui continuent la spoliation de l'Afrique.

Ce que l'Afrique gagne principalement, en quittant l'ONU

L'Afrique se crée une opportunité historique de remodeler son destin. Collectivement ou individuellement, elle peut redessiner de nouveaux paramètres pour des relations internationales privilégiant avant tout le respect de la dignité africaine et de la souveraineté de ses Etats. En valorisant mieux les atouts de son potentiel économique, elle gagne les moyens concrets de ce respect. Aujourd'hui l'Occident ne se moque plus des Chinois devenus leurs créanciers.

L'Afrique cesse d'offrir sur un plateau d'argent, à ses agresseurs, maîtres de l'ONU, les outils de la démolition de sa dignité et de sa souveraineté. Les agressions et les assassinats des dirigeants peu soumis ne cesseront pas. La mise en péril de la prospérité de l'Occident, avec la montée en puissance des économies émergentes, va encore multiplier la répression féroce de toute velléité d'indépendance, afin de créer, sauvegarder ou renforcer des positions privilégiées. L'Afrique n'a pas à prêter le flan en donnant sa caution objective par sa présence au sein d'une organisation instrumentalisée.

Ce que l'Afrique pourrait « perdre » principalement, en quittant l'ONU

L'aide multilatérale. Il s'agit d'un espace de mendicité avilissant, qui a fait du monde entier développeur patenté de l'Afrique. Pour un résultat nul. La Chine n'a jamais compté sur l'aide internationale. Thomas Sankara, au Burkina Faso, a réussi à s'en passer. A présent que des partenariats gagnants-gagnants sont enfin possibles, il n'y a nul besoin de mendier en étant assis sur de l'or, du pétrole, de l'uranium, du coltan, pour ne citer que quelques unes de ses richesses.

Un espace de dialogue international. Toutefois, les voix africaines ne comptent pas sur cet espace, ni pour les initiatives de paix, ni pour les politiques de développement. Comme sous la colonisation, les Africains n'y ont aucun mot à dire. Ils subissent la dictature des Puissants. Sauf quand cela convient à ces derniers, lorsqu'ils veulent orienter l'ONU vers leurs objectifs, par la promotion notamment de leur « démocratie » alibi à géométrie très variable.

Signez la pétition !

Lors de sa dernière assemblée, en avril de cette année, coïncidant avec la mise en place en Côte d'Ivoire d'un nouveau pouvoir totalement soumis aux intérêts des ennemis de la dignité et de la souveraineté de l'Afrique, le CRAN avait décidé de réfléchir sur une pétition à proposer aux Africains et à tous ceux qui se sentent solidaires de leur aspiration à être respectés.

Comme l'a dit Lumumba, cet artisan et héros de l'émancipation africaine, l'histoire de l'Afrique n'a pas à être écrite à Washington, Londres, Paris ou New York, avec foison de mensonges révisionnistes. C'est aux Africains eux-mêmes d'écrire dignement leur histoire, y compris celle de leur cheminement démocratique !

S'inscrivant dans la même vision, devant l'affront subi en Côte d'Ivoire et en cours en Libye, l'ex-président sud-africain Thabo Mbeki appelle tous les Africains à « *défendre leurs intérêts face à l'Occident* » et à « *manifester massivement leur refus des ingérences extérieures et leur droit à décider de leur avenir* ». Il y va de la dignité, de la souveraineté, de la survie de l'Afrique.

Par la présente pétition, manifestons ce refus et ce droit. Sinon, pour ouvrir un impératif débat sur le bien-fondé d'une présence africaine au sein d'une organisation n'ayant pour l'Afrique d'autre perspective que soumission, humiliations, recolonisation. Au moins comme un premier pas pour ne pas laisser aux générations futures une Afrique sans dignité, sans souveraineté.

CRAN*, Berne, 24 août 2011

MERCI DE FAIRE CIRCULER ET SIGNER EN GRAND NOMBRE !

http://www.petitions24.net/ONU_des_puissants_out_of_africa

* Créé en 2002 à Berne (Suisse), le CRAN (Carrefour de réflexion et d'action contre le racisme anti-Noir) n'est pas à confondre avec le CRAN-Conseil représentatif des Associations Noires, créé en 2005 en France. Le CRAN.ch a notamment organisé, en 2006, à Genève, la première et unique Conférence européenne contre le racisme anti-Noir.
Contact : cran02@bluewin.ch

N.B. - Quelqu'un pourrait-il nous aider à traduire dans d'autres langues cette pétition ?